



Credo pour gagner

Pieter Timmermans
Administrateur délégué FEB

Bruxelles, le 17 septembre 2012

Monseigneur,
Monsieur le chef de cabinet du Roi,
Monsieur le président du Conseil européen,
Mesdames et Messieurs les ministres des gouvernements fédéral et régionaux,
Excellences,
Chers entrepreneurs,
Mesdames, Messieurs,

Ce lundi me fait penser à un autre lundi, celui du 17 août 1998. C'était mon premier jour de travail en qualité de directeur général de la FEB. Je prenais la succession de Wilfried Beirnaert qui était à l'époque l'icône de la concertation sociale. Un grand honneur.

14 ans et un mois plus tard, jour pour jour, j'ai le plaisir de vous adresser la parole en tant que nouvel administrateur délégué. Un autre insigne honneur. Au cours de ces 14 années, j'ai travaillé avec six présidents et deux CEO, tous des professionnels chevronnés et expérimentés. Je les remercie vivement pour la qualité de notre collaboration collégiale et enrichissante. Mais je tiens surtout à les remercier pour les chances qu'ils m'ont offertes tout au long de cette période, riche en événements qui ont redessiné de fond en comble notre histoire socio-économique récente.

Le jour que nous vivons aujourd'hui n'est plus comparable au lundi d'alors. Nous vivons une période critique. La zone euro tremble sur ses fondations. La croissance économique fléchit. Sur base annuelle, nous afficherons cette année au mieux une croissance nulle.

Or, mesdames et messieurs, nous pouvons faire mieux, beaucoup mieux. Je suis convaincu que notre pays a la capacité de rejoindre le peloton de tête. 'Nous pouvons réussir' – mon credo – sera donc le thème central de la FEB pour l'année qui commence.

Pour gagner, je pense que nous devons agir dans quatre domaines :

- ✓ vaincre la crise de l'euro,
- ✓ maintenir le rythme des réformes dans notre pays,
- ✓ développer une concertation sociale et politique visionnaire,
- ✓ et, enfin, stimuler l'entrepreneuriat.

Je me permettrai aujourd'hui d'avancer quelques pistes stratégiques pour chacun de ces quatre domaines.

Vaincre la crise de l'euro

Vaincre la crise de l'euro d'abord.

Comme je viens de le dire : l'Europe tremble sur ses fondations. La Grèce risque-t-elle de quitter la zone euro ? L'Espagne et l'Italie parviendront-elles à redresser leurs finances publiques ? Les États membres peuvent-ils amorcer un rapprochement socio-économique et politique ? En ces temps d'incertitude, nous avons besoin de dirigeants tenaces. Je suis donc sincèrement heureux que le Président du Conseil européen Herman Van Rompuy soit présent parmi nous ce soir. Je tiens à l'accueillir tout particulièrement. À titre personnel, car il m'a cueilli sur les bancs de l'université il y a vingt ans, donnant ainsi à ma carrière un tournant imprévu. Et surtout pour sa constance à rechercher, avec sa manière inimitable, des solutions pour stabiliser l'Union européenne.

Monsieur le président du Conseil européen, vous pouvez compter sur nous : la FEB est une fervente européenne. En tant que membre de BUSINESSEUROPE – la coupole de toutes les organisations patronales de l'UE –, nous propagerons le projet européen parmi nos membres. En effet, comme les marchés étrangers sont beaucoup plus vastes que notre marché national, l'agenda européen doit être notre agenda. Les entreprises doivent regarder plus loin que leur horizon immédiat. Ce n'est qu'à cette condition que nous pourrions réussir dans un monde globalisé où le changement ne cesse de s'accélérer.

Vous ne vous étonnez donc pas que nous ayons consacré notre Forum au thème 'Entreprendre à l'international'. 70 capitaines d'industrie viennent de partager leurs expériences internationales avec près d'un millier de chefs d'entreprise attentifs. Ce Forum est un premier pas que nombre d'entre vous ont jugé encourageant. Je ne peux que m'en réjouir. Il va de soi que la FEB multipliera les initiatives dans ce domaine. En effet, nous croyons pouvoir contribuer ainsi à la relance de notre économie. Notre réussite passe par plus d'Europe et par une plus grande présence à l'international.

Toutefois, l'on ne peut se contenter de colloques. La relance économique tellement vitale nécessite aussi des actes et des réformes. Notre pays doit poursuivre ses réformes en s'inspirant principalement des recommandations européennes. Un exemple : il y a quelques années, les partenaires sociaux européens ont inscrit le thème de la flexisécurité à l'ordre du jour. Syndicats et employeurs européens sont conscients de l'utilité d'un équilibre entre flexibilité et sécurité d'emploi. Ce terme de flexisécurité reste pourtant tabou dans notre pays. Un tabou qu'il nous faut briser au plus vite !

Ce constat, mesdames et messieurs, m'amène à mon deuxième sujet : comment pouvons-nous réussir dans notre propre pays ?

Maintenir le rythme des réformes dans notre pays

Les gouvernements actuels – tant fédéral que régionaux – ont bien travaillé ces derniers mois. Nous trouvons normal de souligner leurs mérites. Citons la réforme des pensions et la correction du régime de chômage au niveau fédéral, l'accord sur les carrières et le conseil industriel en Flandre, la mise en œuvre du plan Marshall 2. Vert en Wallonie et les réformes de la politique du marché du travail à Bruxelles (**vérifier**). Sans oublier le succès de l'apprentissage en alternance en Communauté germanophone.

Le rythme de ces réformes doit se maintenir. À ce sujet, je m'inquiète particulièrement pour notre compétitivité. Le monde des entreprises belge a été très déçu de constater que l'accord de gouvernement fédéral ne contenait pas de chapitre distinct exposant une vision cohérente pour le renforcement de la compétitivité. Et ce, à un moment où notre économie est très fragile.

Heureusement, la réalité économique a rapidement rappelé qu'il fallait remédier à cette lacune. Avant les vacances d'été, le gouvernement fédéral a lancé une stratégie de relance visant à renforcer la compétitivité de notre économie. De premiers pas timides ont été faits, mais cela reste insuffisant.

La prochaine concertation en vue de la conclusion d'un AIP sera l'occasion de mettre à l'épreuve la solidité de notre stratégie de relance. A quoi serviraient les mesures de relance si les partenaires sociaux laissaient les coûts salariaux dérapier davantage à l'automne prochain, compromettant ainsi notre compétitivité ?

Les derniers chiffres d'Eurostat sont éloquentes : un ouvrier dans notre pays coûte 39 EUR/heure, contre 34 EUR en France, 31 EUR aux Pays-Bas et 30 EUR en Allemagne. Nous affichons donc un différentiel de près d'un quart par rapport à nos trois principaux partenaires commerciaux.

J'entends certains d'entre vous penser : le voilà de nouveau avec ses coûts salariaux. Je ne peux pourtant que répéter cette vérité dans les termes les plus fermes. Essayez d'emporter un contrat à l'étranger si vous êtes tellement plus cher que la concurrence. Pas facile !

La prochaine concertation interprofessionnelle doit nous permettre de combler en (grande) partie notre retard en matière de coûts salariaux. Notre concept est très simple : il est préférable d'exécuter avec rigueur des propositions pragmatiques, plutôt que de tenter de réaliser de manière pragmatique des propositions rigoureuses. C'est également vrai pour le débat sensible sur l'indexation. Certains se cabrent dès qu'ils entendent prononcer le mot 'index', alors que la réalité prouve que ce système met en péril la compétitivité et donc l'emploi et in fine le pouvoir d'achat. Pour d'autres, il faudrait supprimer au plus vite le système d'indexation. Ce n'est pas non plus la solution, car on ébranlerait à court terme la confiance des consommateurs.

La proposition que nous avons lancée récemment ne constitue-t-elle dès lors pas le parfait compromis entre ces deux extrêmes ? Convenons, dès le début des négociations salariales, de l'ampleur de l'indexation des salaires pour la durée de l'accord. Cette formule offre la sécurité tant à l'employeur qu'au travailleur. Dans le contexte actuel, cette sécurité est un facteur déterminant de la reprise économique.

Un autre point névralgique est l'inadéquation entre l'offre et la demande sur le marché du travail. Avez-vous constaté que la liste des fonctions critiques est aussi longue en période de stagnation économique qu'en période de croissance ? Il faut que cela change. Les régions jouent un rôle important à cet égard. Il est indispensable que les fédérations professionnelles, avec toute leur expertise, soient pleinement impliquées dans cette politique. Leur contribution à la résorption de cette inadéquation est essentielle. La FEB est prête à leur apporter son aide et son soutien.

Un troisième dossier de réforme important concerne le statut unique ouvriers – employés. Celui-ci doit aboutir dans les prochains mois. La Cour constitutionnelle oblige le gouvernement et les partenaires sociaux à trouver d'ici au 13 juillet 2013 une solution pour le premier jour de maladie – appelé jour de carence – et pour les délais de préavis. Je serai clair : aligner les droits de tous les ouvriers et ceux des employés sur ces deux plans reviendrait à condamner notre industrie. C'est une option que la FEB ne peut envisager, car elle ne nous permettra en aucun cas de l'emporter dans la nouvelle économie mondiale. Nous ne pouvons tout simplement pas nous permettre d'ajouter à notre handicap, déjà considérable, en matière de coûts salariaux un handicap supplémentaire en matière de droit du travail.

Développer une concertation sociale et politique visionnaire

J'en viens ainsi au troisième domaine dans lequel il nous faut agir pour renouveler notre succès : une concertation sociale et politique dotée d'une vision.

Nous devons travailler en profondeur, rechercher des effets structurels pour le long terme. Entamer ce débat ce soir m'amènerait trop loin et c'est regrettable, car ce débat est crucial. En guise de préparation, j'ai rassemblé ces 6 derniers mois mes idées et pistes de réflexion dans un livre intitulé 'Credo pour gagner', 'We kunnen winnen', en néerlandais.

En me concentrant sur une dizaine de domaines – comme l'économie, l'éthique, l'enseignement, la mobilité, les médias, l'Europe... –, j'identifie un certain nombre de défis dont nous ne sommes peut-être pas encore conscients à l'heure actuelle et je tente de proposer des pistes de solution. Ce n'est pas un ouvrage qui avance des solutions toutes faites pour chaque défi, mais plutôt un guide pour le changement, destiné à alimenter la discussion et à encourager le débat.

Un débat qui débute aujourd'hui. Dans ce contexte, je compte évidemment sur les connaissances et l'input des fédérations membres de la FEB, mais aussi sur celles de vous tous ici présents aujourd'hui.

Il est facile de crier des instructions depuis la ligne de touche. Ce qui importe, c'est d'être soi-même dans l'action. On trouve toujours des gens qui freinent, mais c'est de moteurs que nous avons besoin. La FEB a été et est un tel moteur, soutenue et inspirée par ses fédérations membres, qui lui offrent une expertise précieuse tirée de leur base et de leur expérience.

Dans ce rôle, il est essentiel d'être toujours sur ses gardes. Une réflexion stratégique poussée sur des propositions réalisables et de qualité est dès lors absolument nécessaire. J'espère que mon livre y contribuera. Je souhaite en outre mener un débat approfondi avec nos membres à ce propos. Mon but est d'élaborer un plan d'action formulant des propositions réalisables et de qualité, en faveur par exemple d'une amélioration de la mobilité, d'une simplification fiscale drastique ou d'une consommation énergétique plus efficiente.

Stimuler l'entrepreneuriat

La FEB doit sa force aux nombreux entrepreneurs énergiques, actifs aux quatre coins du pays. Et j'en arrive ainsi au quatrième et dernier facteur de réussite des réformes: Vous, les entrepreneurs !

Vous êtes très nombreux ici ce soir. Certains de vos collègues sont d'ailleurs contraints de suivre cette séance de clôture sur écran dans une salle voisine. La FEB n'était-elle pas, selon certains, vouée à disparaître depuis longtemps ? Votre présence nombreuse prouve la vitalité de la FEB ! La FEB regroupe aujourd'hui 38 fédérations membres ou 50.000 entreprises – soit 75% de l'emploi dans le secteur privé. Elle est, à ce titre, plus représentative et plus forte que jamais. Notre collaboration avec nos fédérations et leurs membres ne fera que s'intensifier dans le futur.

Quand je vois le nombre de colloques organisés chaque semaine à la FEB... quand je vois comment les fédérations parviennent, lors de leurs assemblées générales, à rallier de nombreuses entreprises à leur vision et à leurs objectifs ... quand je vois comment les collaborateurs de la FEB sont respectés parce qu'ils proposent des solutions de qualité pour répondre à vos problèmes, ... je ne peux qu'en conclure que la FEB est bien vivante et plus dynamique que jamais !

Malgré, cette dynamique, il reste du pain sur la planche. Une collaboration renouvelée et plus étroite avec les autres fédérations patronales interprofessionnelles est en chantier. La FEB a été invitée à jouer un rôle de coordinateur en vue de jeter des ponts. Elle assumera ce rôle avec application et conviction dans l'intérêt de l'entrepreneuriat dans notre pays. De plus, nous continuons à nous efforcer d'attirer de nouveaux membres. Dans les prochaines semaines, la FEB déploiera une stratégie de communication flambant neuve. Notre équipe aborde tous ces défis avec enthousiasme, avec le soutien total de la direction et de moi-même.

Quel est l'objectif final de tous ces efforts ? Soutenir encore mieux l'entrepreneuriat ! Le thème est trop vaste pour en développer toutes les facettes aujourd'hui. Mais je tiens malgré tout à mettre en exergue un élément essentiel : nous demandons plus de respect !

Plus de respect pour les dizaines de milliers d'entreprises qui fournissent chaque jour un emploi à des millions de travailleurs ! Plus de respect pour les entrepreneurs qui déploient jour après jour leur créativité et leur sens de l'innovation pour obtenir des contrats et conquérir des marchés ! Plus de respect pour les personnes qui osent prendre des risques, engageant parfois leur patrimoine personnel, pour réaliser leur rêve !

Mais le respect doit se mériter, pensez-vous, et vous avez parfaitement raison ! Les fraudeurs et ceux qui frôlent sans cesse les limites de ce qui est permis n'ont pas leur place dans notre Fédération. La loi doit être respectée, mais les dérives sont inadmissibles. Si la politique ou la loi ne respecte pas les entrepreneurs, nous ne manquerons pas de le dénoncer fermement. Ainsi, infliger une amende de 309% pour de simples erreurs administratives commises en complétant des fiches fiscales ou rendre systématiquement les entrepreneurs solidairement responsables des fautes de tiers ('ils auraient dû savoir' entend-on dire !), ce n'est pas respecter la Belgique qui entreprend. J'y vois plutôt une motion de défiance à l'égard des milliers d'employeurs de bonne foi. Nous comptons sur tous les responsables politiques favorables à l'entrepreneuriat pour transformer cette motion de défiance en motion de confiance.

Winston Churchill l'a très bien exprimé et ce n'est pas la première fois que je le cite : *"On considère le chef d'entreprise comme un homme à abattre, ou une vache à traire. Peu voient en lui le cheval qui tire le char."* Mesdames et messieurs – responsables politiques, dirigeants syndicaux et leaders d'opinion –, la meilleure manière de témoigner votre respect pour nos entrepreneurs est de leur montrer par votre politique, vos discours et vos communiqués que vous les considérez comme des forces motrices ! Les entreprises, avec leurs collaborateurs et les autorités, doivent et veulent tirer du marasme notre pays, notre économie et notre modèle social.

Des facteurs de succès indissociables

Les quatre facteurs de succès que je viens de développer sont des éléments essentiels pour un avenir porteur. Ils sont étroitement imbriqués entre eux. L'un ne va pas sans les autres et inversement.

Sans plus d'Europe, je crains que le train des réformes ne s'arrête.

Sans entrepreneuriat, de nombreux défis à long terme resteront inaccessibles.

Sans une concertation sociale et politique sérieuse, le train des réformes ne pourra même pas démarrer.

*

* *

Mesdames et messieurs, je voudrais terminer par une citation de J.F. Kennedy prononcée le 18 novembre 1963, quelques jours avant sa mort tragique. Elle illustre très justement la vision que j'entends poursuivre avec vous : *"Là où il n'y a pas de confiance dans le futur, le progrès est impossible"*.

Voilà, mesdames et messieurs, j'ai la plus grande confiance dans l'avenir de l'Europe.

J'ai aussi la plus grande confiance dans notre pays et ses régions, dans le dynamisme de ses habitants. Et, par-dessus tout, j'ai la plus grande confiance en vous, les entrepreneurs.

Nous ne sommes pas des pessimistes qui voient un problème dans chaque opportunité. Non, nous sommes des optimistes qui voient une opportunité dans chaque problème. C'est ainsi que nous pourrons gagner !

Ik dank u voor uw aandacht.

Je vous remercie pour votre attention.

Thank you for your attention.